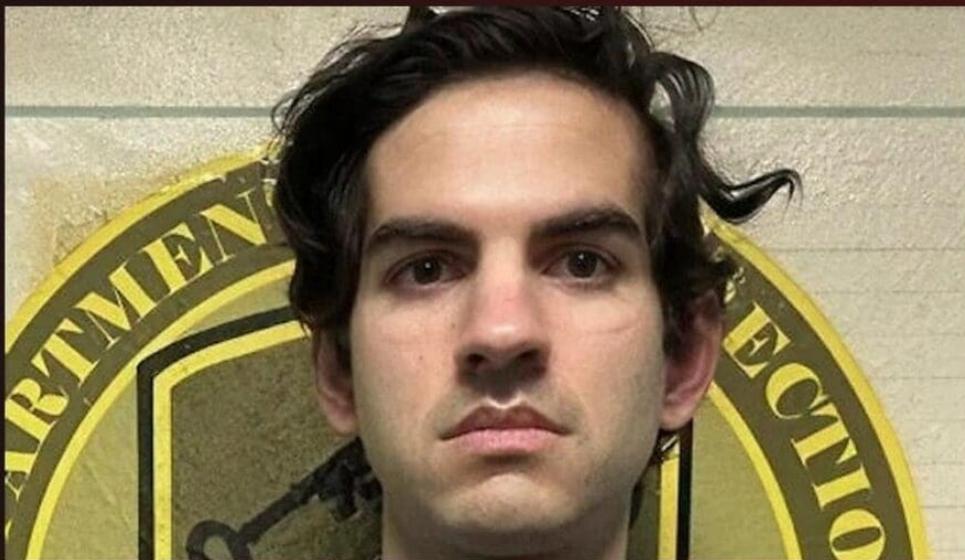
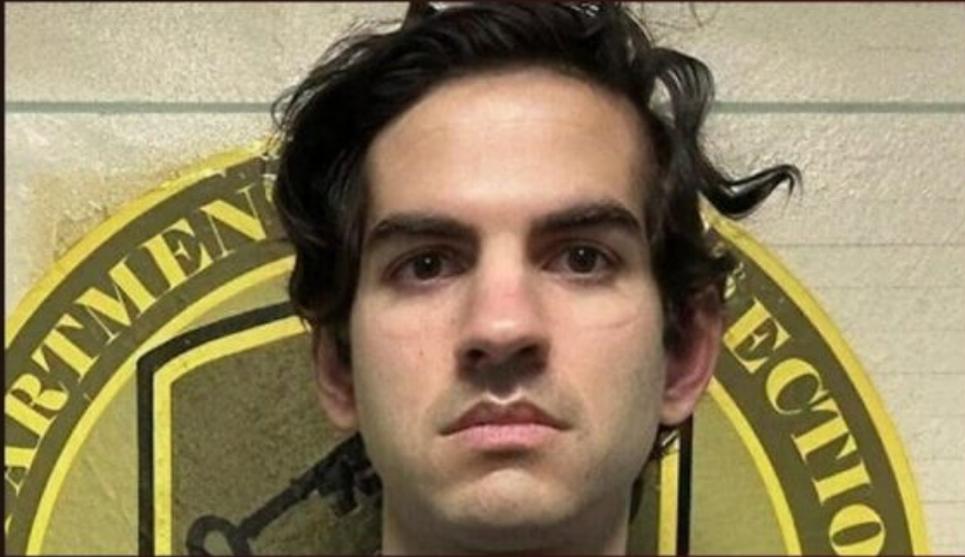


Un analyste musulman de la CIA trahit l'Amérique

écrit par Jules Ferry | 15 décembre 2024



Auteur Amy Mek journaliste d'investigation [article original en anglais ici](#)



Résumé :

- Bien qu'il ait été chargé de protéger les renseignements américains, Asif Rahman a choisi de trahir la nation en divulguant des informations sur une attaque israélienne contre l'Iran.
- Si un musulman cherche à occuper un poste au sein de notre gouvernement ou des forces de l'ordre, le peuple américain a le droit de poser des questions essentielles.

Et en France ? *Tout le monde savait que Harpon était dangereux ! Rien n'a été fait (article de RR)*



La charia au détriment de la Constitution : un analyste musulman de la CIA trahit l'Amérique, les médias et le gouvernement couvrent l'islam

L'affaire Asif William Rahman révèle que peu importe l'assimilation extérieure d'un musulman dévot, son allégeance ultime à la charia islamique et à l'oumma

mondiale peut saper la Constitution américaine, faisant de sa présence dans les institutions les plus sensibles de l'Amérique une dangereuse menace pour la sécurité nationale.

L'affaire Asif William Rahman est un signal d'alarme que l'Amérique ne peut se permettre d'ignorer. M. Rahman, un analyste de la CIA âgé de 34 ans accusé d'avoir divulgué à l'Iran des informations hautement confidentielles sur les opérations militaires d'Israël, représente non seulement une trahison de la confiance, mais aussi une menace idéologique flagrante qui s'est infiltrée dans nos institutions les plus sensibles.

M. Rahman est né le 18 septembre 1990 et a été élevé dans le respect des privilèges. Après avoir obtenu son diplôme de fin d'études secondaires à Cincinnati, dans l'Ohio, où il a été major de sa promotion, il a fait des études accélérées à l'université de Yale, où il a obtenu son diplôme en trois ans seulement. Avant son arrestation, M. Rahman vivait confortablement à Vienne, en Virginie, avec sa femme, tout en bénéficiant de l'accès à un fonds familial de plusieurs millions de dollars. Pourtant, cette éducation démocrate dorée et cette formation d'élite n'ont pas suffi à lier sa loyauté à la nation qui lui avait confié ses secrets.

Au lieu de cela, Rahman aurait choisi de se ranger du côté des adversaires de l'Amérique. Les procureurs ont révélé que **ses fuites de renseignements ont retardé une attaque militaire israélienne contre l'Iran, risquant non seulement de mettre en danger la vie du plus proche allié des États-Unis, mais aussi de déstabiliser un Moyen-Orient déjà instable.** M. Rahman a été arrêté au Cambodge, où il travaillait à l'ambassade des États-Unis à Phnom Penh, en possession de notes cryptées et d'informations relatives aux capacités des missiles américains. L'une de ses listes de « choses à faire » contenait même des catégories effrayantes intitulées « éventualités » et « fuite ».

Malgré des preuves accablantes, le gouvernement et les médias ont continué à blanchir l'idéologie de Rahman. Le procureur Troy Edwards a déclaré que Rahman avait agi sur la base d'une « motivation idéologique », mais il a refusé de nommer cette idéologie. Ce qui a motivé Rahman n'est pourtant pas un mystère. L'islam, et plus particulièrement la charia, impose une plus grande allégeance à l'oumma mondiale (communauté musulmane) qu'à toute loi élaborée par l'homme, y compris la Constitution des États-Unis.

Cette affaire n'est pas une anomalie, mais un symptôme de l'aveuglement volontaire de l'Amérique face au conflit entre l'islam et nos valeurs fondamentales. La trahison présumée de M. Rahman prouve ce qui devrait être douloureusement évident : aucun musulman fanatique ne peut adhérer à la charia tout en respectant la Constitution.

Incompatibilité inhérente de l'islam avec le droit américain
La doctrine islamique, telle qu'elle est exposée dans le Coran, les hadiths et des siècles de jurisprudence islamique, est sans ambiguïté. La charia est considérée comme divine, ce qui la rend supérieure à toutes les lois élaborées par l'homme, y compris la constitution américaine. L'article VI de notre Constitution se déclare la loi suprême du pays. Il en résulte un conflit évident et irréconciliable pour tout musulman dévot cherchant à occuper un poste d'autorité au sein de notre gouvernement, de l'armée ou des forces de l'ordre.

La charia est la loi islamique. C'est le système juridique religieux qui régit les devoirs politiques, sociaux et moraux des musulmans fidèles. C'est ce que l'on entend par « loi de Dieu ». La charia est fondée sur la sunna – le mode de vie de Mahomet tel qu'il est consigné dans les hadiths (traditions). Il s'agit d'un ensemble organisé de règles dérivées de divers versets du Coran et de récits historiques.

La charia n'est pas facultative ; elle est prescrite aux croyants (Coran 5:48). Bien que les musulmans, en tant qu'individus, décident souvent des parties à suivre ou à ignorer, le Coran (33:36) stipule qu'il n'est pas convenable pour un croyant de ne pas tenir compte d'une question déjà décidée par Allah.

Un musulman dévot renonce-t-il à la suprématie de la charia ? Rejette-t-il le djihad, le mécanisme même par lequel la charia doit dominer ? De même, un gouvernement qui limite la loi de Dieu de quelque manière que ce soit est considéré comme un ennemi d'Allah et doit être combattu. L'instauration de la charia est un objectif fondamental de tout groupe terroriste islamique. Une fois l'État islamique en place, le Coran (9:29) et la charia (09.8) ordonnent aux musulmans de combattre les juifs et les chrétiens qui ne se convertissent pas ou n'acceptent pas un statut d'infériorité.

Cette réalité est intentionnellement occultée par les partisans de la charia en Occident, qui se cachent derrière la religion pour n'exposer que des règles personnelles bénignes, telles que celles relatives à la prière ou à l'hygiène. Cette tactique trompeuse consiste à dépeindre les critiques comme des fanatiques religieux tout en détournant l'attention de la nature intrinsèquement oppressive et violente de la charia.

En fait, la charia s'oppose explicitement à la liberté religieuse, à la liberté de conscience et au libre échange d'idées. Elle est violente, ouvertement fanatique à l'égard des non-musulmans, discriminatoire et indéfectiblement sexiste. Des pans entiers codifient l'esclavage, une réalité ignorée par les apologistes occidentaux qui qualifient de « phobiques » tous ceux qui osent mettre en lumière ces vérités.

Il ne s'agit pas de questions philosophiques abstraites. Il

s'agit de questions cruciales de sécurité et de souveraineté nationales. Ce sont les questions auxquelles nous devons exiger des réponses lorsque les musulmans se voient accorder l'accès aux institutions les plus sensibles des États-Unis.

L'affaire Asif Rahman : Une leçon de naïveté

Bien qu'il ait été chargé de protéger les renseignements américains, Asif Rahman a choisi de trahir la nation en divulguant des informations sur une attaque israélienne contre l'Iran. Si cela est vrai, son idéologie l'a emporté sur son serment de protéger l'Amérique. **Les procureurs ont révélé que les actions de M. Rahman ont représenté un « danger pour la vie humaine » et ont incité Israël à retarder son projet d'attaque contre l'Iran, déstabilisant encore davantage un Moyen-Orient déjà instable.**



M. Rahman, qui a été arrêté au Cambodge où il travaillait à l'ambassade des États-Unis à Phnom Penh, avait en sa possession « huit pages de notes », dont deux listes distinctes de choses à faire. L'une d'elles contenait un texte crypté et une ligne non cryptée faisant référence aux capacités des missiles américains. Une autre liste, de manière inquiétante, comprenait des catégories intitulées «

éventualités » et « course ». Les procureurs ont déclaré que le cryptage n'avait pas encore été déchiffré, ce qui soulève des inquiétudes quant aux informations supplémentaires que Rahman aurait pu dissimuler.

D'autres détails troublants sont apparus lorsque les débats au tribunal ont révélé que M. Rahman aurait divulgué des documents de la National Geospatial-Intelligence Agency et de la National Security Agency, révélant les moyens militaires d'Israël en octobre. Cette fuite faisait suite à l'attaque de missiles iraniens contre Israël, au cours de laquelle l'Iran a lancé 200 missiles balistiques. La contre-attaque d'Israël a été retardée, mettant en péril sa sécurité nationale et risquant de coûter des vies.

Le gouvernement doit faire face à une réalité indéniable : pour les musulmans qui adhèrent à leur foi, la loyauté envers l'oumma (communauté) islamique mondiale et les préceptes de la charia peut passer, et passe souvent, avant l'allégeance à l'Amérique. Il ne s'agit pas de sectarisme, mais d'un fait doctrinal.

Ce cas n'est pas isolé. Des organisations telles que l'Assemblée des juristes musulmans d'Amérique (AMJA) propagent ouvertement l'idée que les musulmans doivent rejeter les systèmes juridiques séculiers et donner la priorité à la charia.

Malgré la gravité de cette trahison, les médias occidentaux, y compris les médias dits « conservateurs » comme Fox News, refusent de discuter de la question centrale : l'adhésion de M. Rahman à l'islam et la manière dont la doctrine islamique, en particulier la charia, est en conflit avec la Constitution des États-Unis. Le silence des médias est soit une ignorance volontaire, soit un blanchiment délibéré d'une menace idéologique qui porte atteinte à la sécurité nationale. Un reportage de Fox News couvrant l'affaire Rahman n'a même pas mentionné sa religion, éludant la

discussion inconfortable et pourtant cruciale de la loyauté et de la doctrine.

Questions qu'un candidat devrait se voir poser.

Si un musulman cherche à occuper un poste au sein de notre gouvernement ou des forces de l'ordre, le peuple américain a le droit de poser des questions essentielles :

Affirmez-vous la doctrine islamique et y adhérez-vous ?

La charia exige la suprématie sur tous les systèmes créés par l'homme, y compris la Constitution. Y renoncerez-vous ?

Rejetez-vous le djihad ?

Le djihad est au cœur de la propagation de la charia. Le dénoncerez-vous sans équivoque ?

Où se situe votre loyauté ?

Donnez-vous la priorité à la Constitution américaine plutôt qu'au Coran et aux prescriptions de la charia ?

Défendez-vous les libertés du premier amendement américain ?

Défendrez-vous le droit de chaque Américain à critiquer votre prophète Mahomet sans craindre de représailles ou de violence ? Condamnez-vous tout musulman qui menacerait de nuire à l'exercice de cette liberté d'expression ?

Acceptez-vous l'égalité devant la loi américaine ?

L'islam enseigne que le témoignage d'une femme vaut la moitié de celui d'un homme et approuve des châtiments brutaux tels que l'amputation pour vol. Rejetterez-vous ces lois barbares en faveur de notre Constitution et de son interdiction des châtiments cruels et inhabituels ?

Quel rôle la charia devrait-elle jouer en Amérique ?

Appliquerez-vous les lois antiterroristes américaines, même lorsque les accusés sont des musulmans ? Soutiendrez-vous les lois américaines plutôt que les décisions inspirées par la charia ?

Pas de place pour les adeptes de la charia dans le gouvernement

Réfléchissez à ce qui suit : **l'Assemblée des juristes musulmans d'Amérique (AMJA), l'une des principales autorités**

islamiques aux États-Unis, a explicitement déclaré que les musulmans ne devraient pas travailler dans les forces de l'ordre américaines parce qu'ils ne peuvent pas appliquer les lois créées par l'homme. Ils appellent également les musulmans à rejeter et à être mécontents de tout système juridique qui ne découle pas d'Allah.

La fatwa de 2008 de l'AMJA a clairement énoncé cette position : « Le fait de travailler dans les forces de l'ordre entraîne de nombreux maux, dont le plus grave est d'obliger les gens à obéir à des règles qui ne viennent pas d'Allah ». L'AMJA a en outre averti que de tels postes pourraient amener les musulmans à développer une « révérence et un amour » pour les lois séculières, mettant en péril leur conviction de la charia.

La fatwa va encore plus loin. L'AMJA interdit explicitement aux musulmans de travailler pour des organisations telles que le FBI ou d'occuper des postes liés à la sécurité nationale, accusant ces agences de cibler injustement les musulmans en raison de leurs croyances religieuses ou de leurs activités caritatives – une référence évidente aux enquêtes antiterroristes.

Si des organisations comme l'AMJA, très influentes au sein de la communauté musulmane américaine, découragent ouvertement la participation à l'application de la loi laïque, comment pouvons-nous faire confiance aux musulmans dans ces fonctions ? Le risque de conflit idéologique est trop important.

L'Amérique ne peut pas poursuivre cette dangereuse expérience

Il est temps de mettre fin à la mascarade politiquement correcte qui permet à l'islam d'infiltrer les plus hauts niveaux de la gouvernance américaine. La Constitution exige l'allégeance, alors que la doctrine islamique interdit explicitement la loyauté à tout système en dehors de la

charia. Les deux sont incompatibles.

L'affaire Rahman révèle non seulement la trahison, mais aussi les conséquences potentielles d'un accès non contrôlé à des secrets nationaux. Ses actions ont perturbé les plans militaires au Moyen-Orient et mis des vies en danger. Il ne s'agit pas d'une anomalie, mais d'un modèle rendu possible par l'aveuglement idéologique et le refus d'affronter des vérités gênantes.

Les fatwas de l'AMJA indiquent également clairement que les musulmans doivent rechercher tous les moyens légaux de faire progresser la charia dans les pays non islamiques. Le devoir de rendre l'islam suprême, affirment-ils, l'emporte même sur la préservation de la vie d'une personne. « Si sauver la vie [de l'individu] détruit l'islam, alors sauver l'islam passe en premier, même si cela signifie que l'individu est détruit ».

Le peuple américain doit exiger la transparence et la responsabilité. Les candidats musulmans à des postes au sein du gouvernement, de l'armée ou des forces de l'ordre doivent être rigoureusement interrogés. Nous devons nous assurer que leurs croyances et leur loyauté s'alignent sans équivoque sur la Constitution qu'ils ont juré de défendre. Toute autre attitude constitue une trahison de la sécurité et des valeurs de notre nation.

L'Amérique est à la croisée des chemins

Soutiendrons-nous la suprématie de notre Constitution ou laisserons-nous la charia empiéter tranquillement sur tout ce que nous tenons pour sacré ? Les faits de l'affaire Rahman et les fatwas de l'AMJA ne laissent aucune place au déni. Quel que soit le degré d'intégration ou de réussite d'un musulman pratiquant, qu'il fréquente les meilleures écoles américaines ou qu'il travaille dans les plus hautes sphères du gouvernement, son allégeance ultime ne va pas à la nation dans laquelle il réside, mais à l'oumma islamique

mondiale. **La trahison de Rahman est la preuve que la loyauté envers l'islam l'emporte sur tout le reste. Le choix est clair et doit être fait avant qu'il ne soit trop tard.**

Amy Mek